

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE

DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 NOVEMBRE 2007

Etaient présents : MM. MAMERE, MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, M. PINAUD, Mme LUCBERNET-GARCIA, M. DUBOST, Mme TSITSICHVILI, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, Mme ALLIN, M. LABARTHE, Mme POUGET-FORET, M. RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD AMEZIANE, M. LACOSTE, Mmes HEOBURU, VIGANO, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

M. SURLEVE-BAZEILLE à M. JOANDET
M. PEREZ à M. PINAUD
Mme BARRIERE à Mme TSITSICHVILI
M. DANE à Mme FEDOU (à partir de la délibération n° 2)
M. BEZIADE à Monsieur le MAIRE
M. LACOSTE à Mme BUISSON (jusqu'à la délibération n° 6)
Melle CERON à Mme ALLIN
Mme RIVES à M. FONSECA

Absente : Mme ALCORTA (à partir de la délibération n° 10)

Secrétaire de la séance : Mme HEOBURU

1. DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Le débat d'orientations budgétaires est l'application de la loi dite ATR relative à l'Administration Territoriale de la République adoptée le 6 février 1992 et qui contribue à une plus grande transparence et à favoriser le débat démocratique au sein des collectivités territoriales. Il doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent le vote du Budget Primitif. Il est donc procédé à des débats d'orientations, sans vote et sans entrer dans un débat technique budgétaire.

2. RÉGIME INDEMNITAIRE DU PERSONNEL MUNICIPAL

Le Conseil adopte cette délibération organisant à compter du 1^{er} décembre 2007 un nouveau dispositif relatif au régime indemnitaire du personnel municipal.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

3. RENOUVELLEMENT DE L'EMPLOI D'ATTACHÉ DE PRESSE JUNIOR

Il est décidé de renouveler ce poste créé en 2004.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

4. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Le Conseil approuve la création de 2 emplois d'Adjoint d'Animation 2^{ème} classe et de 4 emplois d'Adjoint Technique 2^{ème} classe, à compter du 1^{er} décembre 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

5. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA CRÉATION D'UNE CRÈCHE INTERENTREPRISES

Il est décidé de solliciter la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Général au taux maximal pour une aide à l'investissement concernant ce projet qui sera inscrit au prochain Contrat Enfance Jeunesse de la Ville (2008/2009).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

6. PARTICIPATION DE LA VILLE AUX CHARGES DE LA CRÈCHE BAGATELLE – SOLDE POUR 2006

La Ville réserve 14 places à la Crèche Bagatelle et participe au fonctionnement à hauteur de 35 % du montant des dépenses totales. Il sera procédé à l'ajustement de notre participation en fonction du coût réel, soit une somme de 13.899,04 Euros supplémentaires.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS

7. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU C.G.O.S.

Il est décidé d'allouer une subvention complémentaire de 50.000 Euros au C.G.O.S. correspondant à l'augmentation des départs à la retraite par rapport à l'année 2006.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

8. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

La Ville souhaite contribuer à la réalisation d'un programme de recherche sur les effets locaux de la politique de rénovation urbaine réalisé par le C.N.R.S. et l'Université de Bordeaux 3, dont le site retenu pour Bègles est celui du quartier Yves Farge. Aussi, il convient de lui attribuer une subvention de 2.200 Euros.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 34 VOIX POUR – 1 CONTRE

9. RENOUVELLEMENT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ET PASSATION D'UN CONTRAT D'AFFERMAGE POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CINÉMA « LE FESTIVAL » APRÈS APPEL À CANDIDATURE

Le Conseil adopte le principe de délégation de gestion de service public et autorise Monsieur le Maire à lancer un appel à candidature pour le choix du gestionnaire du Festival.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

10. CRÉATION D'UN PÉRIMÈTRE DE PRISE EN CONSIDÉRATION SUR LE SECTEUR DE TARTIFUME

Afin de contenir les fortes pressions foncières et essayer de maintenir des activités diversifiées dans ce secteur, il convient d'anticiper le devenir de cette zone et demander la création de ce périmètre auprès de la C.U.B.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

11. SUPPRESSION D'UN EMPLACEMENT RÉSERVÉ T 910

Le secteur des Prés Lacoste est aujourd'hui totalement remanié, de nouvelles voies ou jonctions ont été établies ou sont en cours de réalisation. Aussi, il est décidé de demander à la C.U.B. de supprimer cet emplacement réservé qui ne présente plus de consistance technique.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

12. VENTE DE PARCELLES À LA C.U.B. DANS LE CADRE DU TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE

Dans le cadre des aménagements prévus pour la réalisation du T.C.S.P. et du Tramway, la C.U.B. procède à diverses acquisitions foncières. Les terrains communaux concernés sont trois parcelles situées dans les rues Ambroise Croizat et Louis Eloï, pour une surface totale de 490 m². Elles seront cédées à la C.U.B. au prix de 1 Euro symbolique.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

13. CONVENTION DE MISE À DISPOSITION À TITRE GRATUIT DE DONNÉES DE LA CARTOGRAPHIE DU BRUIT

Il est décidé de passer une convention avec la C.U.B. afin de définir les conditions de réalisation et de mise à disposition de la commune de la carte de bruit de son territoire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

14. DEMANDE D'ACCORD SUR LES ZONES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL SUPÉRIEURE À UN MOIS PAR UN BATEAU, UN NAVIRE, UN ENGIN FLOTTANT OU UN ÉTABLISSEMENT FLOTTANT

Le Conseil approuve cette délibération qui permettra de rendre notre accord obligatoire par les nouvelles conventions d'occupation du domaine public fluvial.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

15. MARCHÉ À BONS DE COMMANDE RENOUVELABLE TOUS LES 4 ANS POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Le marché arrivant à son terme, il est décidé de le renouveler et de lancer un appel d'offres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

16. PRISE EN CHARGE DE LA VENUE D'INTERVENANTS ET DE PERSONNALITÉS POUR LES MANIFESTATIONS CULTURELLES, SPORTIVES OU D'ANIMATION ORGANISÉES PAR LA VILLE

Pour certaines manifestations municipales, la Ville est amenée à faire appel à des intervenants ou des personnalités disposant de compétences ou de ressources spécifiques. Il est décidé de prendre en charge les frais liés à leur venue (transport, repas, hébergement) ainsi que leur prestation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

17. TARIFICATION COMPLÉMENTAIRE DES PRODUITS DÉRIVÉS « LES BAINS »

Les tarifs de vente des nouveaux produits dérivés complémentaires sont fixés à compter du 1^{er} décembre 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

18. PARTICIPATION DE LA VILLE AUX FRAIS DES GOÛTERS DE NOËL DES ÉCOLES MATERNELLES

Le Conseil décide de verser, pour l'année scolaire 2007/2008, la somme de 1.205,96 €, à raison de 1,46 € par enfant scolarisé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

19. DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA VILLE

En cette période de l'exercice, il sera procédé à certains ajustements.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

20. DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA RÉGIE DES POMPES FUNÈBRES

Certains ajustements seront effectués sur ce budget.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR